



BILAN ET PERSPECTIVES

Mobilisation Sociale et Suivi-Evaluation

Programme Jàngandoo

Juillet 2012

CONTENU

I. PHASE DE PREPARATION DES ENQUETES	3
II. CONDUITE DES ENQUETES / COMPREHENSION, RECEPTIVITE ET MISE EN ŒUVRE DES CONSIGNES	4
Des facteurs qui ont grandement facilité le travail d'enquête	4
Des contraintes qui ont davantage trait aux spécificités du milieu rural.....	6
Quelques évidences issues du terrain	8
III. CONDITIONS DU PASSAGE A L'ECHELLE.....	8
Pertinence et intérêt du modèle d'évaluation des apprentissages.....	8
Appréciation du cadre partenarial	9
Conduite du changement : Identification des acteurs et domaines d'intérêt pour les innovations à introduire.....	10
Conditions de mise à l'échelle	12

Cette évaluation a été réalisée par les
différentes parties prenantes qui ont conduit
la phase pilote du Programme Jangandoo

PRINCIPAUX CONSTATS ET ENSEIGNEMENTS

I. PHASE DE PREPARATION DES ENQUETES

La phase préparatoire s'est déroulée dans de bonnes conditions de façon globale. Les négociations et la contractualisation avec les ONG se sont effectuées sans grande difficulté. Quelques moments et actions clés ont été répertoriés par les différentes parties prenantes pour expliquer le bon déroulement de cette première phase :

- Une démarche qui privilégie la qualité du partenariat : des négociations « au cas par cas » qui se sont effectuées compte tenu des spécificités des besoins des ONG et des zones d'enquête (ex : région de Dakar divisée finalement en deux, réajustements des ressources mises à disposition) dans la recherche du rapport coût-efficacité le plus significatif.
- Une formation des formateurs aux outils de collecte (questionnaires, tests et outils de suivi-évaluation) qui, dès le départ, intègre les responsables des ONG et les élus locaux et qui se poursuit dans les 4 régions à travers des missions de supervision.
- Des stratégies de mobilisation sociale avant l'enquête développées par les ONG avec une connaissance approfondie du milieu et une interconnaissance avec les acteurs du secteur de l'éducation. Ce dispositif s'accompagne de missions exploratoires et de sensibilisation ainsi que l'identification de points focaux à l'intérieur des communautés pour anticiper sur la réceptivité de l'enquête.
- Une stratégie de communication et de plaidoyer qui vise à induire et accompagner les changements dans les comportements et pratiques des acteurs de la communauté éducative et à influencer sur les décisions politiques¹.

Si les parties prenantes se sont accordées sur ces éléments de succès, quelques difficultés ont été soulignées dans la mise en œuvre :

- La communication entre les ONG partenaires et l'équipe du Programme : les ajustements successifs du calendrier du Programme ont créé une certaine confusion dans l'exécution de leurs tâches. Une planification en concertation avec les ONG partenaires aurait permis aux ONG de mieux répondre aux sollicitations de l'équipe du Programme.

¹ Une manifestation ouverte au public relayée par une agence de communication et la presse nationale : le lancement du Programme à Rufisque, avec la présence des médias, des autorités administratives et académiques du site, a contribué à la crédibilité du Programme et suscité l'intérêt des communautés locales et même de quelques professionnels du secteur au niveau national.

- Le retard dans la réception des outils d'enquête a déteint sur le début de la collecte.
- La prise en charge des imprévus dans le budget des ONG. La sous-estimation de certains frais de communication et déplacements a été notée dans certaines zones. L'indemnisation des animateurs n'a pas tenu compte du fait que les frais de déplacement en milieu rural (Kolda, Podor, Diourbel) étaient plus élevés qu'en milieu urbain.

II. CONDUITE DES ENQUÊTES : COMPREHENSION, RECEPTIVITE ET MISE EN ŒUVRE DES CONSIGNES

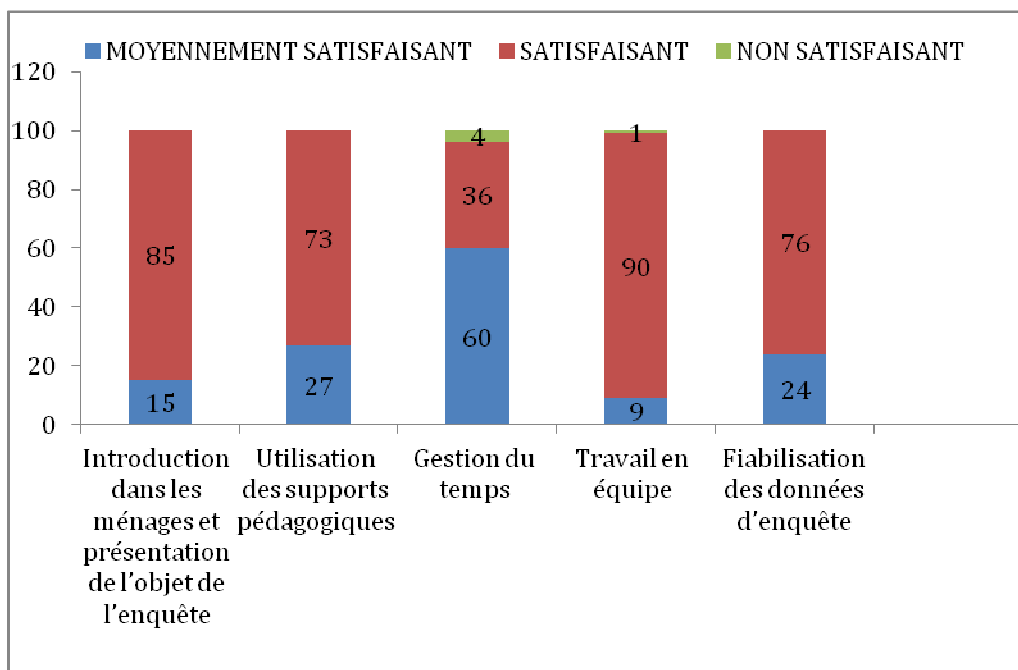
Dans l'ensemble, le niveau d'exécution de l'enquête a été jugé satisfaisant par les partenaires d'exécution. Les stratégies développées par les animateurs en rapport avec les responsables des ONG et l'équipe du Programme, en fonction des spécificités de chaque zone, ont favorisé une bonne conduite des enquêtes et de collecte des données. Du point de vue des partenaires d'exécution, l'intérêt de l'enquête est double à travers l'obtention d'indicateurs de performance et une large sensibilisation des communautés sur les problèmes de qualité.

Des facteurs qui ont grandement facilité le travail d'enquête

La constitution des équipes en binôme dans les ONG a été une bonne stratégie adoptée par le programme pour faciliter la collecte des données. La parité a été presque partout de mise au sein des binômes (une femme - un homme) pour l'administration des questionnaires et des épreuves d'évaluation. Le travail en binôme a permis de raccourcir le temps d'enquête, de gérer les interférences avec les adultes et enfants hors de la cible et de renforcer la confiance des parents lorsque l'administration des tests nécessitait un isolement (surtout avec les filles).

De façon globale, les différentes stratégies adoptées par les animateurs en synergie avec les superviseurs ont facilité l'introduction dans les ménages et la présentation de l'objet de l'enquête malgré quelques contraintes notées.

L'évaluation des animateurs par les superviseurs a concerné les protocoles d'administration des tests et des questionnaires durant l'enquête.



Sur l'ensemble des animateurs (100), la majorité (85) est satisfaite. La collaboration des autorités locales et éducatives de chaque zone a participé également à une bonne entrée dans les ménages. A cela s'ajoutent l'engouement, le dynamisme, mais également la maîtrise des objectifs de l'enquête qui ont permis une bonne adhésion des parents et ainsi une administration plus aisée des questionnaires et des tests. En outre, le travail en équipe (binôme) qui s'est traduit par une division des tâches a été noté satisfaisant par la quasi-totalité des animateurs (90).

En ce qui concerne les supports pédagogiques, une bonne partie des animateurs (73) est satisfaite de leur utilisation. A travers la formation, les animateurs ont pu maîtriser le contenu des supports et ainsi comprendre les consignes au cours de l'administration des tests.

Par ailleurs, la gestion du temps a été déterminante pour une bonne collecte des données. Toutefois, l'importance de la taille des ménages et le manque de concentration de certains enfants (maisons bruyantes, télévision, manifestations de lutte) a déteint sur l'administration des questionnaires et des tests jugés fastidieux. Sur l'ensemble des animateurs, 36 sont satisfaits de la gestion du temps. Malgré quelques difficultés relatives à la taille des ménages, à l'absence de certains enfants et parents, le nombre de ménages et de cibles a été atteint dans les délais.

A cet effet, la majorité des animateurs (76) est satisfaite des données recueillies. L'implication des communautés et leur engagement pour la qualité de l'éducation de leurs enfants ont favorisé une collecte de données fiables.

- La mobilisation des acteurs du secteur de l'éducation à travers la collaboration entre les ONG, les inspections d'académie (IA) et les inspections départementales de l'Education Nationale (IDEN) des différentes zones a contribué au bon déroulement de l'enquête par la mise à

disposition des données statistiques. Dans certains sites (Diourbel, Touba, Pikine, Dakar), des lettres d'information et des badges élaborés par les ONG ont facilité l'adhésion des communautés et l'entrée dans les ménages. L'initiative portée par des acteurs locaux perçus comme des acteurs clés dans le domaine de l'éducation a suscité l'intérêt des autorités et renforcé la crédibilité de l'initiative. Les perceptions s'accordent sur le fait que cette expérience est innovante et en rupture avec les méthodes d'évaluation habituelles et mérite d'être accompagnée.

- La mobilisation des élus locaux et des familles. Durant tout le processus de l'enquête, la forte implication des élus locaux, depuis les formations jusqu'aux outils de collecte, l'adhésion et le soutien des parents ont été d'un apport considérable pour la bonne conduite de la collecte.
- Le profil d'enseignant, l'engagement des animateurs/superviseurs et, enfin, leurs capacités à s'adapter et à lever les contraintes sur le terrain. L'implication et l'engagement des superviseurs, qui s'est traduite par une compréhension et une adhésion aux objectifs du Programme, ont facilité la coordination des équipes chargées de faire la collecte.

La grille d'évaluation des superviseurs par les ONG révèle globalement un niveau d'exécution des activités très satisfaisant. L'exploitation des carnets de terrain fait ressortir l'habileté des équipes sur le terrain à gérer le temps malgré les difficultés rencontrées (inaccessibilité de certaines zones, indisponibilité des parents et des enfants, insuffisance des moyens logistiques).

Des contraintes qui ont davantage trait aux spécificités du milieu rural

L'analyse de ces contraintes montre que celles-ci sont liées à la disponibilité des parents et des enfants au sein des ménages, l'inaccessibilité de certaines zones périphériques, la difficulté de détermination de l'âge des enfants, le décalage entre les découpages administratifs et académiques et enfin le repérage des ménages à enquêter en Pulaar. Pour chacune de ces contraintes, des mesures d'ajustement et des stratégies ont été initiées :

- Dans certaines zones (Podor, Pikine, Kolda) au sein des ménages de grande taille, une division des tâches entre animateurs a permis une exécution plus rapide de l'enquête.
- L'inaccessibilité de certaines zones d'enquête (Podor, Kolda) a suscité des difficultés dans la communication et la coordination entre les animateurs et les superviseurs. L'identification d'un point focal (animateur principal) dans chaque localité a facilité la coordination et la remontée des données pour les ONG (carnets de terrain journaliers).
- En cas d'absence de certains chefs de ménage (Touba), ou de refus de certaines familles de livrer des informations sans l'aval du chef de ménage, les animateurs ont usé de diplomatie (mise en confiance aussi bien du parent que de l'enfant, patience, tact, utilisation du cousinage à plaisanterie, etc.) ou ont utilisé des moyens électroniques (Skype) pour négocier l'accord du chef de ménage.

- L'aménagement du temps d'enquête du fait de l'absence des chefs de ménages dont les femmes avaient des difficultés ou des réticences à répondre aux questions. Ainsi à Podor et Kolda, en raison des activités agricoles et/ou coraniques qui mobilisaient les parents et les enfants pendant la journée, l'administration des tests s'est déroulée la nuit. A Touba, du fait de l'absence des enfants le matin (descente à 13h), les épreuves leur sont administrées dans l'après-midi.
- Le soutien des parents pour l'administration des tests aux enfants dans les meilleures conditions dans les ménages de grande taille et en cas d'événements dans la localité (ex : les combats de lutte à la télévision ou dans la rue mobilisent les enfants à Pikine).
- Les difficultés de détermination de l'âge des enfants par les parents : pour situer l'âge des enfants, les pièces d'état civil ont été demandées ou alors les animateurs se sont référés à des événements en faisant des recoupements avec les parents.
- L'ajustement de l'échantillonnage : des réaménagements ont été consentis à Kolda. Le nombre de ménages Pulaar prévu en zone urbaine n'a pas été finalement respecté du fait de l'existence de classes expérimentales non fonctionnelles.

En dépit des moyens de contournement usités par les animateurs/superviseurs, des difficultés jugées « incompressibles » sont à signaler :

- La non-conformité entre le découpage administratif et académique (Pikine-Guédiawaye) : certaines écoles localisées à Pikine relevaient du département de Guédiawaye.
- A Pikine, des faiblesses ont été notées en ce qui concerne la collecte des données communautaires au niveau des franco-arabes. Certaines autorités éducatives ont refusé de livrer les données concernant leur institution.
- En milieu rural, certaines questions ont été jugées sensibles (niveau de vie, enfant inéligible, nombre de repas).
- L'utilisation des langues locales pour l'administration des tests en français en milieu rural, face aux difficultés de compréhension des consignes notées chez les enfants.
- La remontée des données après l'enquête a posé quelques problèmes surtout dans les zones périphériques en termes de coûts et délais d'acheminement.

Quelques évidences issues du terrain

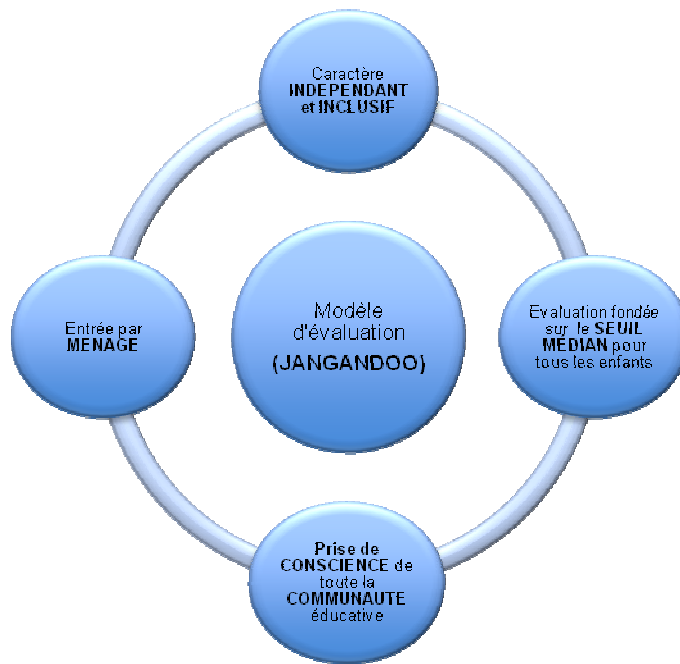
- *Les parents d'élèves ont l'espoir que le Programme va proposer des solutions de remédiation scolaire.*
- *Même en cas de niveau d'instruction faible, les personnes rencontrées, constituées en majorité par des femmes, accordent une importance capitale à l'éducation de leurs enfants.*
- *Le niveau social ne détermine pas le niveau de performance de l'enfant*
- *Les interférences linguistiques notées dans certaines zones : les enfants ont des problèmes de prononciation des lettres V, F, S, G à Touba.*
- *Les enfants qui sont dans les écoles privées ont un meilleur niveau, comparés aux enfants du public.*

III. CONDITIONS DU PASSAGE A L'ECHELLE

Pertinence et intérêt du modèle d'évaluation des apprentissages

La pertinence du modèle d'évaluation des apprentissages repose sur quatre points essentiels :

- Une entrée par les ménages avec la prise en compte de l'environnement immédiat de l'enfant (maison, voisinage, école).
- Une évaluation indépendante et inclusive portée par une institution de recherche universitaire et des partenaires d'exécution implantés dans les zones, crédibles et spécialisés sur les questions d'éducation.
- Une évaluation sur la base d'un seuil médian susceptible de refléter le niveau d'instruction générale de la population scolarisée et scolarisable de 6 à 18 ans sans distinction.
- La prise de conscience de toute la communauté éducative par rapport aux performances des enfants, par le partage des résultats dans chaque zone afin de susciter la mobilisation des acteurs autour des questions de qualité à partir d'évidences.



Cependant la fragilité d'un tel modèle repose essentiellement sur le renforcement du partenariat multi-acteurs, d'une part notamment le niveau central (Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education/DPRE, Direction de l'Enseignement élémentaire/ DEE) et les élus locaux et d'autre part l'élargissement du réseau des partenaires (ONG, syndicats, comités de gestion des écoles et Association des parents d'élèves).

Appréciation du cadre partenarial

Dans l'ensemble la qualité du partenariat a été jugée satisfaisante par l'ensemble des parties prenantes (entre 3 et 4 sur une échelle de 5). Cette stratégie de partenariat associant les différents acteurs dans le domaine de l'éducation est stratifiée de la manière suivante :

- Des ONG comme partenaires d'exécution dans les différentes zones
- Les autorités académiques et locales, associations de parents d'élèves dans la Task force²
- Les comités de pilotage et consultatif³ ont été d'un apport considérable dans la mise en œuvre et l'exécution du Programme.

² La Task force est composée de spécialistes engagés dans le développement de l'éducation en général et de la qualité des apprentissages en particulier. C'est une équipe autonome qui a pour mission de réfléchir sur les questions clés et les conditions de succès d'une éducation de qualité au Sénégal et de réfléchir sur des innovations pour faire face aux difficultés et problèmes identifiés. Elle a fortement contribué à la pré validation des épreuves d'évaluation en lecture, mathématique et culture générale en français, wolof et Pulaar.

³ Les structures du comité pilotage : FENAPES, DEE, DPRE, des élus locaux, ACAPES, PLATEFORME A.N.E, COSYDEP, LARTES – IFAN
Les structures du comité consultatif : ANSD, ARED, APA NEWS.

Durant la phase pilote, les différentes parties prenantes ont apprécié de façon globale cette dynamique de partenariat inclusive et flexible dans laquelle chaque organisation se positionne au sein de ces cadres de concertation selon ses expériences et centres d'intérêt.

Les ONG sont représentées dans chacune de ces différentes instances. Ceci a permis à l'ensemble des parties prenantes de décliner et de partager une vision globale de la démarche en passant du niveau stratégique au niveau opérationnel.

Atteintes des objectifs de la phase pilote

De l'avis des partenaires d'exécution, les différents objectifs ont été atteints de l'ordre de 80 à 90%.

Dans le discours des acteurs, différents acquis ont été relevés :

- Le respect du chronogramme des activités
- La collecte des données en conformité avec les outils
- La mobilisation des acteurs : parents, élus locaux, enseignants, journalistes, autorités académiques, coutumières et religieuses.
- Le déclic créé au niveau des familles et des autorités locales.

Cependant des faiblesses persistent dans le dispositif global à savoir :

- Une meilleure implication des structures au niveau central comme l'INEADE, la DPRE, la DEE, assurerait une meilleure visibilité du Programme ainsi que son inscription dans les politiques et documents de référence en cours d'élaboration (PDEF).
- L'amélioration du système de la circulation de l'information et de la planification globale entre les différents partenaires (ONG, autorités locales et équipe du Programme) dans le but de pérenniser la base partenariale s'avère indispensable.
- Une amélioration des consignes relatives à l'administration des outils d'enquête, l'allègement de supports d'enquête, le renforcement des moyens logistiques et des ressources financières (prise en compte des frais généraux).

Conduite du changement: Identification des acteurs et domaines d'intérêt pour les innovations à introduire

Plusieurs axes de changement ont été identifiés par les parties prenantes lors des séances mises en commun et de partage des résultats:

- Adopter une approche progressive dans le choix des exercices en tenant en compte du niveau des enfants au moment de l'enquête. Il s'agira d'établir des exercices adaptés au niveau de connaissances des enfants testés pour éviter de les disqualifier dès l'entame sur des connaissances non encore acquises.
- Spécifier les consignes et les tests en fonction de la zone d'enquête : à Touba les enfants rencontrés ont d'énormes difficultés pour comprendre les consignes et effectuer les tests



parce qu'ils n'ont appris que l'arabe. De plus, la langue étrangère utilisée pour les tests (français) différente de la langue maternelle des enfants, peut amoindrir la qualité des tests.

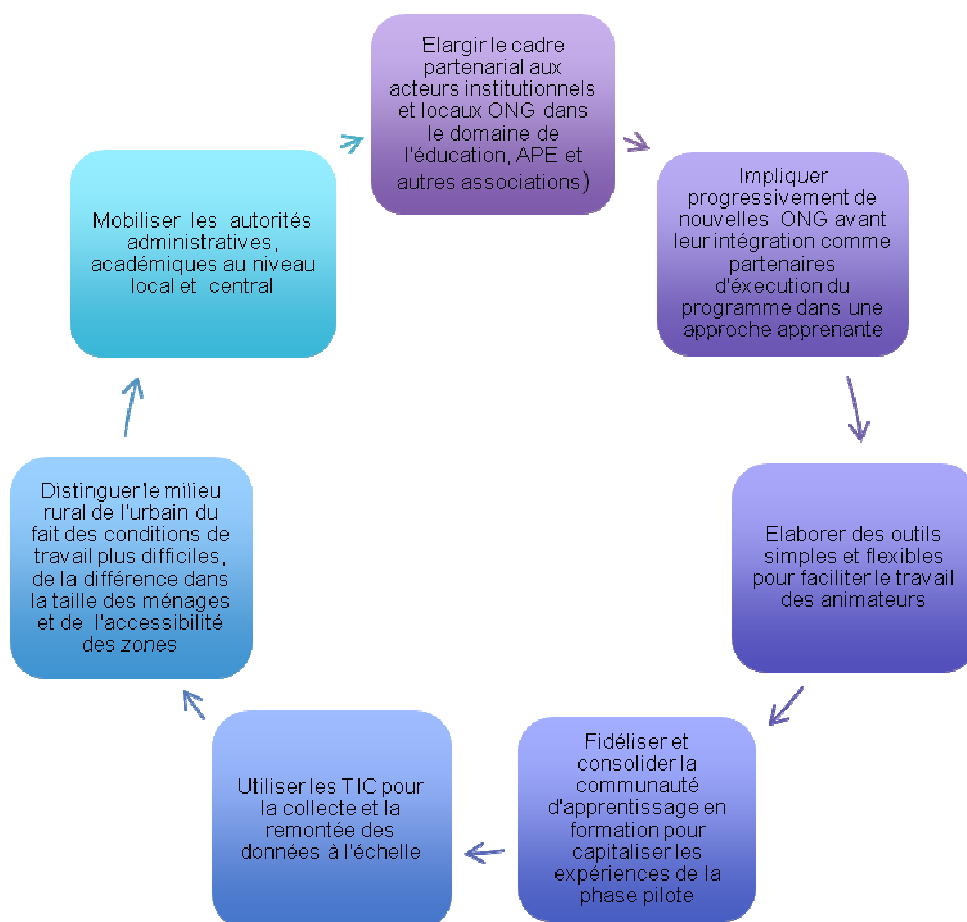
- La culture générale considérée comme un bonus, devrait être corrélée au niveau médian avec les mêmes niveaux de difficultés.
- Le test de lecture permet certes de connaître les aptitudes de l'enfant en lecture mais il reste toujours restrictif parce qu'il n'informe pas sur les capacités de l'enfant en conjugaison et en grammaire.
- Les tests d'éveil sont à intégrer car ils permettront à l'enfant de s'intéresser aux réalités de son environnement et à se repérer dans l'espace et le temps. Il s'agira de favoriser des activités ou disciplines (l'histoire, la géographie, les sciences d'observation et les activités artistiques), qui dans le cadre de l'école élémentaire, introduisent une préparation à la vie quotidienne.

Toutefois, quelques pistes d'améliorations se profilent dans le discours des acteurs tant dans le domaine pédagogique que celui de l'environnement scolaire.

Améliorations pédagogiques	Améliorations dans l'environnement scolaire
<ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des fongibles et les instruments - L'introduction des langues nationales - La formation en mathématiques adaptée à l'environnement concret des enfants - L'introduction de textes oraux dans les manuels scolaires - Les exercices sensoriels - Le tutorat entre les pairs - L'usage des NTIC et bandes dessinées - L'insertion de l'art dans les enseignements - L'existence de fonds documentaires dans les communautés - La qualité, disponibilité et utilisation des manuels - La réservation des manuels et des bonus aux plus méritants - La disponibilité et l'utilisation des dictionnaires et autres documents de référence. 	<ul style="list-style-type: none"> - La généralisation des cantines scolaires - L'aide à la mobilité (transport, etc.) - Les investissements dans la construction des locaux par les communautés - Le suivi et l'accompagnement scolaire par les communautés

Conditions de mise à l'échelle

Les enseignements tirés durant la phase pilote déterminent les conditions de mise à l'échelle. Ainsi, les pistes suivantes ont été suggérées pour faciliter cette transition. Dans un premier temps, les propositions des partenaires ont eu trait à l'affinement et à la stabilisation de la méthode d'évaluation en tant que telle afin de favoriser les conditions de généralisation.



La consolidation d'une telle initiative dépasse donc le niveau d'évaluation des performances des enfants et commande le passage à l'expérimentation d'innovations afin de lever les contraintes à la qualité de l'éducation dans son ensemble.